

*Rapport écrit du Conseil fédéral
du 22 février 1995*

Dans son message au Parlement relatif à l'approbation des Accords du Gatt/OMC, le Conseil fédéral dit explicitement que la Suisse continuera, comme elle l'a fait jusqu'à présent au sein du Gatt, à s'engager, dans le cadre des activités de l'OMC, en faveur de la prise en compte des préoccupations environnementales dans le système commercial multilatéral. Il convient d'examiner si une adaptation des règles de l'OMC est nécessaire pour améliorer la protection de l'environnement, sans toutefois ouvrir la voie à des mesures protectionnistes. Dans cette perspective, le Conseil fédéral s'engagera en faveur de règles du commerce international qui permettent de promouvoir un développement durable. La mise en oeuvre de ce principe peut se traduire par des mesures concrètes telles que des taxes d'incitation favorisant une internalisation des coûts externes. C'est pourquoi le Conseil fédéral soutient en particulier les efforts du Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC, qui examine l'interaction entre le système de commerce multilatéral et le prélèvement de taxes écologiques.

Une solution globale des problèmes environnementaux passe par l'élaboration d'instruments multilatéraux, cela pour éviter l'apparition de tensions entre les pays, y compris les oppositions Nord-Sud. Les accords internationaux en matière d'environnement jouent un très grand rôle dans la résolution des problèmes écologiques à l'échelle mondiale, mais leur élaboration, qu'il s'agisse de nouveaux accords ou simplement d'adjonctions, est un processus long et difficile. Dès lors, on ne peut faire dépendre la libéralisation du commerce international des progrès concrets réalisés dans ce domaine.

Dans l'optique de promouvoir un développement durable, la Suisse multiplie les efforts pour que les conditions-cadres de la libéralisation du commerce international – c'est-à-dire les règles du commerce mondial – offrent la possibilité de protéger efficacement l'environnement au niveau national, sans porter atteinte à la compétitivité d'un pays.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Déclaration écrite du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

Überwiesen als Postulat – Transmis comme postulat

94.3517

**Motion der grünen Fraktion
Gatt. Kompensatorische Massnahmen
für die ärmsten Entwicklungsländer
Motion du groupe écologiste
Gatt. Mesures compensatoires en faveur
des pays en développement les plus pauvres**

Wortlaut der Motion vom 7. Dezember 1994

Der Bundesrat wird beauftragt, im Gefolge der Uruguay-Runde die handelspolitische Zusammenarbeit mit den ärmsten Entwicklungsländern auszubauen und zusätzliche Finanzmittel bereitzustellen, um Nachteile zu kompensieren und positive Massnahmen zu ergreifen. Priorität haben die Schwerpunktländer der schweizerischen Entwicklungszusammenarbeit.

Texte de la motion du 7 décembre 1994

Le Conseil fédéral est chargé, au lendemain du cycle d'Uruguay, d'élargir la coopération de la Suisse en matière de politique commerciale avec les pays en développement les plus pauvres et de débloquer des fonds supplémentaires permettant de compenser les effets négatifs que ces pays vont subir et de prendre des mesures positives. Auront la priorité les pays de concentration de la coopération suisse au développement.

Sprecherin – Porte-parole: Bär

Schriftliche Begründung

Die Urheber verzichten auf eine Begründung und wünschen eine schriftliche Antwort.

Développement par écrit

Les auteurs renoncent au développement et demandent une réponse écrite.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 1. März 1995

Der Bundesrat ist der Ansicht, dass die Uruguay-Runde allen Ländern gewisse Vorteile bringt, beispielsweise profitieren alle von der Stärkung des Regelwerks durch genauere und vorhersehbare Bestimmungen. Er teilt jedoch die Meinung, dass einzelne Länder, insbesondere die ärmsten, im Hinblick auf die Globalisierung der Märkte Anpassungsschwierigkeiten haben können. Es gilt allerdings zu beachten, dass die Umsetzung der Uruguay-Runde graduell erfolgen wird. Den Entwicklungsländern wurden längere Übergangsfristen, im Falle der ärmsten sogar permanente Ausnahmen, eingeräumt. Wir erachten es als unsere vordringliche Aufgabe, diese Länder in ihren Anstrengungen zur Anpassung an die neuen Rahmenbedingungen des internationalen Handelssystems zu unterstützen, damit auch sie aus der weltweiten Liberalisierung ihre Vorteile ziehen können. Der Bundesrat wird durch Massnahmen im Bereich der Entwicklungszusammenarbeit versuchen, den Entwicklungsländern, insbesondere den Schwerpunktländern der Schweizer Entwicklungszusammenarbeit, Anpassungshilfe zu leisten. Ziel dieser Unterstützung ist die bessere Integration der fraglichen Länder in den globalen Markt.

Der Bundesrat wird, entsprechend dem Beschluss von Marrakesch zugunsten der am wenigsten entwickelten Länder (Anhang III.1 der Abkommen der Uruguay-Runde), der wirtschafts- und handelspolitischen Zusammenarbeit mit den ärmsten Entwicklungsländern besondere Beachtung schenken. Er hat in diesem Zusammenhang eine Studie in Auftrag gegeben, welche zum Ziel hat, die Auswirkungen der Uruguay-Runde auf diese Länder aufzuzeigen. Diese Studie wird im Frühjahr 1995 verfügbar sein. Die darin enthaltenen Schlussfolgerungen werden bei der künftigen Ausrichtung der Entwicklungsinstrumente in Betracht gezogen werden. Dabei ist die Überarbeitung gewisser Instrumente bereits vorgesehen.

So wird in diesem Jahr das Allgemeine Zollpräferenzsystem (SGP) revidiert werden, was zu einem neuen Zollpräferenzbeschluss führen wird. Diese Revision bezweckt unter anderem die Kompensation der Erosion des Präferenzsystems, welche sich aus den Tarifreduktionen im Rahmen der Uruguay-Runde ergibt.

Zudem wird ein Projekt der technischen Zusammenarbeit vorbereitet, welches ausgewählten Entwicklungsländern die Umsetzung der Beschlüsse der Uruguay-Runde erleichtern und ihre Möglichkeiten verbessern soll, sich aktiv an den Arbeiten der WTO zu beteiligen.

Angesichts der aktuellen Lage der Bundesfinanzen wird der Bundesrat prüfen, wie die Wirksamkeit entwicklungspolitischer Massnahmen im gegebenen Budgetrahmen verbessert werden kann.

Rapport écrit du Conseil fédéral

du 1er mars 1995

Le Conseil fédéral est de l'avis que le cycle d'Uruguay apporte des avantages à tous les pays. Tous verront leur position juridique renforcée par des règles plus précises et prévisibles. Il partage toutefois l'avis que quelques-uns, en particulier les

plus pauvres, auront des difficultés d'adaptation dans le contexte de la globalisation des marchés. Cependant, les résultats du cycle d'Uruguay seront transposés graduellement et les pays en développement bénéficieront de plus longues périodes transitoires, dans le cas des pays les plus pauvres, d'exemptions permanentes. Ainsi, notre tâche principale sera d'aider ces pays à saisir pleinement les opportunités qui découlent de l'accroissement du commerce mondial et, à cette fin, de soutenir leurs efforts d'adaptation aux nouvelles conditions-cadres de l'échange international. C'est surtout à travers les mesures de coopération au développement que le Conseil fédéral tentera de soutenir les efforts des pays en développement et notamment ceux de nos pays de concentration. L'objectif visé est de mieux intégrer les pays concernés dans l'économie mondiale.

Le Conseil fédéral accordera une attention particulière à la coopération économique et commerciale avec les pays en développement les moins avancés (PMA), ceci en conformité avec la décision de Marrakech sur les mesures en faveur des pays les moins avancés (annexe III.1 des accords conclus dans le cadre du cycle d'Uruguay). Il a d'ailleurs décidé de faire exécuter une étude sur les effets du cycle d'Uruguay sur les pays en développement. Cette étude sera disponible au printemps 1995 et ses résultats constitueront l'un des éléments que le Conseil fédéral prendra en compte pour déterminer de quelle manière adapter nos instruments de coopération au développement. Des réformes de certains instruments sont déjà prévues.

Notamment, notre système généralisé de préférences (SGP) sera révisé cette année, ce qui impliquera un nouvel arrêté sur les préférences tarifaires. Cette révision servira entre autres à compenser l'érosion du régime préférentiel accordé aux pays en développement due aux réductions tarifaires décidées lors du cycle d'Uruguay.

En outre, nous préparons un projet d'assistance technique pour aider des pays en développement choisis à mettre en oeuvre les décisions du cycle d'Uruguay et à renforcer leurs capacités de participer activement aux travaux de l'OMC.

Eu égard à l'état actuel des finances fédérales, le Conseil fédéral étudiera les possibilités d'accroître l'efficacité de la coopération au développement de la Suisse dans le cadre des moyens budgétaires disponibles.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Déclaration écrite du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral propose de transformer la motion en postulat.

Überwiesen als Postulat – Transmis comme postulat

94.3529

Motion Meier Hans Lärmschutz bei SBB-Linien Lignes CFF. Protection contre le bruit

Wortlaut der Motion vom 12. Dezember 1994

Der Bundesrat wird ersucht, dafür zu sorgen, dass aus dem Budget der SBB jedes Jahr mindestens 50 Millionen Franken für Massnahmen des Lärmschutzes eingesetzt werden.

Texte de la motion du 12 décembre 1994

Le Conseil fédéral est chargé de faire en sorte qu'au moins 50 millions de francs du budget des CFF soient consacrés à des mesures de protection contre le bruit.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Allenspach, Baumberger, Binder, Bischof, Cincera, Diener, Dünki, Fehr, Fritschi Oscar, Goll, Grendelmeier, Gross Andreas, Haering Binder, Heberlein, Hegetschweiler, Herczog, Kern, Ledergerber, Leemann, Leuenberger Moritz, Maurer, Nabholz, Neuenschwander, Seiler Rolf, Sieber, Steffen, Steiger Hans, Vetterli, Wiederkehr (29)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Es gibt kaum eine Stadt in der Schweiz, die so lärmgeplagt ist wie Opfikon-Glattbrugg in der Agglomeration Zürich. Hier kumulieren sich Strassen-, Flug- und Bahnlärm. Durch das Gebiet der Stadt führen drei SBB-Linien (Zürich-Bülach-Schaffhausen, Zürich-Flughafen-Winterthur und Zürich-Kloten-Winterthur), welche starke Lärmimmissionen verursachen. Auf den 6 Gleisen rollen täglich rund 700 Züge mitten durch die Stadt. Wenn die Strecke Neat-Zubringer wird, steigt die Frequenz auf mehr als 1000 Züge pro Tag.

Besonders stört der lärmige Güterverkehr: Benzintankzüge von und zu den flughafennahen Tanklagern und täglich 20 Kieszüge. Auch werden jährlich bis zu 50 Nächte lang Gleisarbeiten durchgeführt. Wie die Stadt Opfikon leiden noch viele andere Städte und Dörfer im Kanton Zürich und in der Schweiz stark unter dem Eisenbahnlärm.

Werden jährlich mindestens 50 Millionen Franken für Massnahmen des Lärmschutzes eingesetzt, so können trotz angespannter Finanzlage die lärmigsten, durch stark besiedelte Regionen führenden Bahnlinien saniert werden.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 15. Februar 1995

Rapport écrit du Conseil fédéral

du 15 février 1995

Der Bundesrat weiss um die Problematik der zum Teil starken Lärmimmissionen an zahlreichen Stellen unseres Bahnnetzes. Um weitere Verzögerungen bei der Realisierung der erforderlichen Lärmschutzmassnahmen zu verhindern, hat der Bundesrat am 24. November 1993 die betroffenen Departemente (EVED, EDI, EFD) beauftragt, innert zwei Jahren die Grundlagen zur Lärmsanierung der Eisenbahnen zu konkretisieren.

Diese Arbeiten sind gegenwärtig im Gang. Insbesondere gilt es, den Lärmkataster fertigzustellen, allfällige Erleichterungen zu erörtern und Vorschläge für die Finanzierung der Massnahmen zu erarbeiten.

Es ist verfrüht, in Unkenntnis der entsprechenden Grundlagen schon heute den SBB Auflagen im Sinne des Motionärs zu machen, um so mehr, als die Unternehmung nicht über die hierfür erforderlichen, umfangreichen Finanzmittel verfügt (vgl. SBB-Mittelfristplan 1996–2000). Sobald die Grundlagen vorliegen, wird der Bundesrat über den Umfang und die Prioritäten der Massnahmen entscheiden.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Déclaration écrite du Conseil fédéral

Der Bundesrat beantragt, die Motion in ein Postulat umzuwandeln.

Überwiesen als Postulat – Transmis comme postulat

Motion der grünen Fraktion Gatt. Kompensatorische Massnahmen für die ärmsten Entwicklungsländer

Motion du groupe écologiste Gatt. Mesures compensatoires en faveur des pays en développement les plus pauvres

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1995
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	17
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	94.3517
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	24.03.1995 - 08:00
Date	
Data	
Seite	941-942
Page	
Pagina	
Ref. No	20 025 493

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.